



Ville de Saint-Leu d'Esserent

14 place de la Mairie

60340 Saint-Leu d'Esserent

Tél. : 03-44-56-77-21

2025-01 ST

**Travaux de petits et gros entretiens, de requalification des voiries
de la Commune de Saint-Leu d'Esserent**

Règlement de la consultation

Table des matières

1.1– Objet de l’accord-cadre	3
1.2 – Mode de passation de l’accord-cadre	3
1.3 - Subdivision de l’accord-cadre en lots/tranches	3
1.4 – Durée de l’accord-cadre	3
1.5– Forme et montant de l’accord-cadre	3
1.6 – Modalités de règlement de l’accord-cadre.....	4
1.7– Durée de validité de l’offre	4
ARTICLE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES	4
2.1 – Variantes	4
2.2 – Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)	4
2.3 – Modalités de dévolution du présent accord-cadre.....	4
ARTICLE 3 : MODALITES D’OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	4
ARTICLE 4 : CONTENU DES PLIS (CANDIDATURES ET OFFRES).....	4
4.1 – Elements de la candidature	5
4.1.1 Possibilité d’utiliser le Document Unique de marché Européen	6
4.1.2 Candidats soumissionnant pour la première fois à un marché public pour la ville de Saint- .6	
4.1.3 Candidats ayant déjà soumissionné à un marché public pour la ville de Saint-Leu d’Esserent	6
4.2– Eléments de l’offre	6
ARTICLE 5 – CONDITIONS D’ENVOI ET DE REMISE DES OFFRES	7
5.1 - Dispositions générales	7
5.2– Dématérialisation de la procédure.....	7
ARTICLE 6 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	8
ARTICLE 7 : MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION.....	8
ARTICLE 8 : JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	9
8.1 – Recevabilité des candidatures	9
8.2 – Recevabilité des offres	9
8.3 – Jugement des offres	9
8.3.1 – Offres anormalement basses	11
8.3.2 - Régularisation des offres.....	11
8.3.3 - Suite à donner à la consultation	11
8.4 – Négociation	11
ARTICLE 9 : MISE AU POINT DE L’ACCORD-CADRE	12
ARTICLE 10 : RESULTAT DE LA CONSULTATION	12
ARTICLE 11 : TRIBUNAL ADMINISTRATIF TERRITORIALEMENT COMPETENT	12

ARTICLE 1ER : PRESENTATION DE L'ACCORD-CADRE

1.1– Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est à bons de commande et a pour objet les prestations de petits ou gros travaux de voirie, de requalification des voiries de la commune de Saint-Leu d'Esserent.

Lieu d'exécution : le territoire de la commune de Saint-Leu d'Esserent

1.2 – Mode de passation de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord-cadre monoattributaire à bons de commande passé sur procédure adaptée conclu conformément aux articles L2123-1 et R2123-1 1° du Code de la commande publique.

Les bons de commandes seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure de l'apparition des besoins.

1.3 - Subdivision de l'accord-cadre en lots/tranches

L'accord-cadre est global, il ne comporte ni tranche, ni lot. En effet, l'allotissement serait de nature à rendre plus difficile l'exécution du contrat compte tenu du fait qu'il s'agit d'une prestation unique.

1.4 – Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée d'un an à compter du 6 juin 2025 ou à défaut de sa date de notification ultérieure, et renouvelable par reconduction expresse, deux fois au maximum, par périodes successives d'un an.

La durée de chaque période de reconduction est de douze mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de trois ans, étant entendu que les bons de commandes peuvent être émis jusqu'au dernier jour de l'accord-cadre et que leur exécution devra être réalisée dans les délais mentionnés sur chacun d'eux et que le rapport annuel devra être remis à la collectivité dans un délai d'un mois après la date anniversaire de chaque année écoulée au plus tard

Le titulaire sera informé par courrier avant la fin de la date butoir, si le pouvoir adjudicateur décide de ne pas reconduire l'accord-cadre. Il notifiera sa décision au(x) titulaire(s) par lettre recommandée avec accusé de réception trois (3) mois avant l'échéance annuelle.

Le début des travaux débute à compter de la date fixée par ordre de service ou sur le bon de commande.

1.5– Forme et montant de l'accord-cadre

Les prix sont unitaires. Ils seront appliqués aux quantités réellement exécutées, sur la base du bordereau des prix unitaires.

Les prestations de travaux feront l'objet de bons de commande susceptibles de varier dans les limites annuelles suivantes, conformément aux dispositions des articles R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique :

Seuil minimum : 5 000 € HT

Seuil maximum : 1 800 000 € HT

Le montant maximum annuel fixé à l'accord-cadre ne donne aucun droit au titulaire et n'engage en rien la ville de Saint-Leu d'Esserent.

Chaque commande fera l'objet d'un rabais, dans les conditions fixées à l'article 7 du C.C.A.P. et selon les taux de pourcentage exprimés par le candidat à l'article 3.2 de l'acte d'engagement.

1.6 – Modalités de règlement de l'accord-cadre

Fonds publics de la ville de Saint-Leu d'Esserent (ressources budgétaires propres).

Le mode de règlement est le mandat administratif suivi d'un virement bancaire, conformément aux règles de la comptabilité publique.

1.7– Durée de validité de l'offre

La date de validité est de **180 jours**, à compter de la date limite de réception des offres.

ARTICLE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES

2.1 – Variantes

Sans objet

2.2 – Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Sans objet

2.3 – Modalités de dévolution du présent accord-cadre

L'accord-cadre sera attribué soit à un seul opérateur économique, soit à un groupement d'opérateurs économiques.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même accord-cadre.

En application de l'article R2142-21 du Code de la commande publique, la personne publique interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ainsi qu'en qualité de membres de plusieurs groupements.

ARTICLE 3 : MODALITES D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Les entreprises peuvent télécharger directement et gratuitement le dossier de consultation des entreprises sur le site : <https://www.marches-securisés.fr>

ARTICLE 4 : CONTENU DES PLIS (CANDIDATURES ET OFFRES)

**ATTENTION DEPUIS LE 1^{er} OCTOBRE 2018
LES CANDIDATURES ET OFFRES PAPIERS NE SONT PLUS ACCEPTÉES**

En aucun cas la signature électronique du dossier d'offre n'est obligatoire au stade de la candidature. Il est d'ailleurs préconisé que le marché soit signé avec l'attributaire en fin de procédure.

Toutefois, si le candidat décide de signer son offre lors du dépôt de son dossier, il est rappelé que le signataire doit être habilité à engager le candidat.

Tous les documents constituant ou accompagnant l'offre doivent être rédigés en français, ou traduits en français s'ils émanent d'une autorité étrangère.

Le dossier à remettre par chaque candidat comportera les éléments suivants :

4.1 – Elements de la candidature

Les candidats devront remettre les documents suivants :

- Le formulaire DC1 « Lettre de candidature – Habilitation du mandataire par ses co-traitants » dûment complété, daté et signé en original ;
- Le formulaire DC2 « Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement » dûment complété ;

OU

- Le formulaire DUME ;
- Le cas échéant, une copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire, l'autorisant à poursuivre son activité dans la période d'exécution de l'accord-cadre.
- Les candidats devront également fournir en annexe au DC2 :

☐ Une déclaration indiquant les moyens humains et matériels annuels du candidat pour chacune des trois dernières années ;

☐ Une liste des principales références concernant des fournitures similaires à l'objet du présent contrat, effectuées au cours des trois dernières années.

Documents à produire électroniquement dans tous les cas au stade de l'attribution de l'accord-cadre :

En application de R2144-4 du Code de la commande publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre produira :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (articles D 8222-5-1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale).

Le pouvoir adjudicateur s'assurera de l'authenticité de cette attestation, auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.

- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites ou l'état annuel des certificats reçus.

Dans le cas où l'immatriculation de l'entreprise au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire, ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (article D 8222-5-2° du code du travail) :

- Un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis), délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois.
- Une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM.
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au RM ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente.
- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Ces documents devront être fournis par le candidat, dans un délai de sept (7) jours, à compter de sa réception de la demande par la ville de Saint-Leu d'Esserent.

Dans le cas où le candidat ne remettrait pas les documents dans le délai imparti, son offre sera rejetée. Dans cette hypothèse, l'accord-cadre sera attribué au candidat ayant présenté l'offre économiquement plus avantageuse suivante, sous réserve que ce dernier produise les certificats et attestations requises.

En cas de cotraitance, chaque cotraitant doit transmettre les mêmes documents que ceux mentionnés ci-dessus, à l'exception du DC1 rempli par le mandataire et signé par le(s) cotraitant(s).

D'autre part, en cas d'appartenance à un groupe, le candidat est invité à préciser le nom de celui-ci et s'il utilise les moyens de ce dernier

4.1.1 Possibilité d'utiliser le Document Unique de marché Européen

Dans le cadre de la présente procédure de mise en concurrence, le pouvoir adjudicateur accepte que le candidat présente sa candidature sur la base d'un Document Unique de Marché Européen électronique (e-DUME), rédigé en français et établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé, en lieu et place des documents mentionnés à l'article R2143-4 du Code de la commande publique.

A cette fin, les candidats peuvent se rendre à l'adresse suivante : <https://dume.choruspro.gouv.fr/>

4.1.2 Candidats soumissionnant pour la première fois à un marché public pour la ville de Saint-Leu d'Esserent.

Les candidats doivent impérativement fournir les formulaires DC1 et DC2 ou e-DUME. Les candidats ont la possibilité d'indiquer dans leur dossier la base de données ou l'espace de stockage numérique gratuit dans lequel le pouvoir adjudicateur pourra obtenir les documents et renseignements susmentionnés, conformément au décret du 26 septembre 2014 portant mesure de simplification applicables aux marchés publics. Dans un tel cas, il est demandé aux candidats de préciser dans un document spécifique les modalités d'accès à ces éléments.

4.1.3 Candidats ayant déjà soumissionné à un marché public pour la ville de Saint-Leu d'Esserent

Dans le cadre du décret susmentionné, posant le principe du « dites-le nous une fois », les candidats ayant déjà soumissionné à un marché public pour la ville sont dispensés de fournir tous les documents et renseignements susmentionnés relatifs à la candidature.

Néanmoins, les candidats ne sont pas exonérés de fournir les formulaires DC1 et DC2 ou e-DUME.

Afin de permettre au pouvoir adjudicateur de retrouver les dits documents fournis à l'occasion d'un ou plusieurs précédent(s) marché(s), les candidats doivent indiquer dans un document spécifique :

- L'objet et la référence du ou desdit(s) marché(s) en précisant le ou les année(s) concernée(s) et/ou
- Le site internet, la base de données ou l'espace de stockage numérique gratuit au sein duquel sont disponibles les documents.

Important : il appartient aux candidats de vérifier que lesdits documents précédemment fournis demeurent valables.

Les formulaires et autres déclarations types sont consultables et téléchargeables sur le site du Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi à partir du lien :

<https://www.economie.gouv.fr/economie/thematique-entreprises-marches-publics-0>

4.2– Eléments de l'offre

L'offre devra obligatoirement comporter les documents suivants :

- **L'Acte d'Engagement** (A.E.), dûment complété, tamponné, daté et signé, sans aucune modification ni réserve ;
- **Le Bordereau des Prix Unitaire** (B.P.U) dûment complété, sans aucune modification ni réserve, faisant office d'étude de cas;
- **Une note technique et environnementale**, établie sur la base du **cadre fourni** (50 pages au maximum), dans laquelle l'opérateur économique indiquera les moyens mis en œuvre pour s'assurer de la bonne exécution des prestations.
- **L'attestation de visite** signée et tamponnée

➤ Un RIB.

L'absence et/ou l'incomplétude d'une des pièces mentionnées ci-dessus pourrait avoir pour effet de rendre l'offre irrégulière, en application de l'article L2152-2 du Code de la commande publique.

ARTICLE 5 – CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES OFFRES

5.1 - Dispositions générales

Les offres seront présentées par voie électronique.

Néanmoins, conformément à l'article R2132-11 du Code de la commande publique, une copie de sauvegarde peut être remise **soit sur un support papier ou sur support physique électronique, soit par voie électronique** en cas d'offre déposée sous forme dématérialisée. Cette sauvegarde doit être produite selon les modalités prévues par l'arrêté du 22 mars 2019 modifiées par l'arrêté du 14 avril 2023 en son article 2-I en application de l'article L2132-2 du Code de la commande publique quant à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics **et notamment porter la mention suivante « copie de sauvegarde »**.

La copie de sauvegarde adressée par voie électronique est transmise au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique prévus par les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique (annexe 6 et 8 du code de la commande publique).

Soit, les moyens de communication électroniques ne doivent pas être discriminatoires ou restreindre l'accès des opérateurs économiques. Ils doivent être communément disponibles et compatibles avec les technologies de l'information et de la communication généralement utilisées, tout en respectant les règles de sécurité et d'intégrité des échanges et en permettant l'identification exacte et fiable des expéditeurs. Références : l'arrêté peut être consulté sur le site Légifrance (<https://www.legifrance.gouv.fr>).

La copie de sauvegarde est ouverte dans les cas suivants :

- 1° Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;
- 2° Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur ou l'autorité concédante.

Le délai de dépôt des candidatures et des offres ainsi que la copie de sauvegarde est fixé à l'avis d'appel public à la concurrence. Les dossiers qui seraient remis après la date et l'heure limites fixées par l'avis d'appel public à la concurrence seront rejetés.

5.2– Dématérialisation de la procédure

Les candidats soumissionnent obligatoirement via la plateforme de dématérialisation MARCHÉS SÉCURISÉS à l'adresse : <https://www.marches-securises.fr>.

Les dossiers doivent parvenir avant la date et l'heure limites précisées sur ladite plateforme.

En cas de remise de plusieurs offres par un même candidat, seule la dernière offre déposée sera ouverte.

Les candidats n'ayant jamais utilisé la plateforme MARCHÉS SÉCURISÉS sont invités à vérifier les prérequis techniques nécessaires à l'adresse suivante :

Dans la rubrique « Tout savoir sur le dépôt de réponse », la plateforme met à la disposition des entreprises, un guide qui facilite l'utilisation des différentes fonctionnalités et la résolution des éventuelles difficultés.

Un service de support est également accessible les jours ouvrés au 04 92 90 93 27.

La signature électronique de l'acte d'engagement n'est pas exigée.

Avertissement :

Tout fichier constitutif de la candidature ou de l'offre, sera traité préalablement par le Soumissionnaire par un antivirus régulièrement mis à jour.

Il est à préciser que pour pallier les éventuelles défaillances de transmission ou des plates-formes de dématérialisation ou la présence d'un « programme informatique malveillant » dans l'offre transmise par voie électronique, les candidats ont la possibilité d'effectuer « à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique [CD-Rom, clé USB...]. », et s'agissant de cette copie de sauvegarde, sous pli scellé avec la mention « copie de sauvegarde » et dans les délais impartis pour la remise des candidatures et des offres.

Cette copie de sauvegarde, si elle transmise dans les conditions précitées, n'est ouverte, en lieu et place de l'offre transmise par voie électronique, que lorsque cette dernière n'est pas parvenue dans les délais impartis ou ne peut être ouverte ou contient un « programme informatique malveillant ». Les plis contenant une copie de sauvegarde, que le pouvoir adjudicateur n'a pas besoin d'ouvrir, seront détruits.

En cas de cotraitance, le mandataire du groupement assure la transmission électronique de l'ensemble des documents exigés pour chacun des membres du groupement. Seul le mandataire du groupement remettra la réponse électronique sur la plate-forme en utilisant son certificat.

Les candidats sont informés que les documents transmis par voie électronique pourront être rematérialisés par le pouvoir adjudicateur après l'ouverture des plis et que l'attribution de l'accord-cadre pourra donner lieu à la signature manuscrite d'un marché papier après mise au point de l'Acte d'Engagement ou sur la base du formulaire ATTRI 1.

ARTICLE 6 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires, les candidats devront utiliser le profil acheteur via la plateforme MARCHES SECURISES.

Toutes les demandes de renseignements adressées en temps utile par les candidats au pouvoir adjudicateur et les réponses correspondantes se feront obligatoirement via la plateforme, au plus tard dans les dix (10) jours avant la date limite de réception des offres.

Les réponses aux questions posées par un candidat seront communiquées à tous les candidats.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard dans les six (6) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au Dossier de Consultation. Ces modifications seront signifiées aux candidats par courrier et/ou courriel ainsi que sur la plateforme dématérialisée de la collectivité. Si une telle modification devait intervenir, une prolongation du délai

de remise des offres pourrait être autorisée par la ville de Saint-Leu d'Esserent. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée à une date ultérieure, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 8 : JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

8.1 – Recevabilité des candidatures

Les capacités des candidats sont analysées en fonction du dossier présenté par le candidat. Seront éliminées :

- Les candidatures qui ne peuvent soumissionner en application de l'article L 2141-1 du Code de la commande publique ;
- Les candidatures qui ne sont pas accompagnées des pièces mentionnées à l'article 4.1 du présent document ;
- Les candidatures ne répondant pas aux capacités professionnelles, ainsi que techniques et financières prévues à l'article 4.1 du présent document exigé et en rapport avec l'objet, l'importance et la complexité de l'accord-cadre.

En cas de groupement, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières du groupement au regard des documents et renseignements demandés, se fera de manière globale. Les candidats non retenus en sont informés. Il doit toutefois être bien précisé qu'avant de procéder à l'examen des candidatures, si le pouvoir adjudicateur constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il pourra demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai de trois (3) jours au maximum, conformément aux dispositions de l'article R2144 du Code de la commande publique. Le pouvoir adjudicateur informera les autres candidats qui auront la possibilité de compléter leur candidature dans le même délai.

8.2 – Recevabilité des offres

Peuvent être éliminées les offres inappropriées, c'est-à-dire toute offre qui apporte une réponse sans rapport avec le besoin du pouvoir adjudicateur ; les offres irrégulières, c'est-à-dire tout offre qui, tout en apportant une réponse au besoin du pouvoir adjudicateur, est incomplète ou ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation ; les offres inacceptables, c'est-à-dire toute offre dont les conditions qui sont prévues pour son exécution méconnaissent la législation en vigueur, ou si les crédits budgétaires alloués à l'accord-cadre après évaluation du besoin à satisfaire ne permettent pas au pouvoir adjudicateur de la financer.

8.3 – Jugement des offres

L'offre économiquement la plus avantageuse sera choisie à l'issue d'un classement, selon les critères suivants pondérés :

CRITERE n°1 : METHODOLOGIE et ETUDE de CAS sur 40 points de la note finale par rapport aux critères suivant :

1 La note méthodologie qui portera sur les points suivants (20 points) : en 50 pages

- Moyens techniques, financiers et humains affectés aux travaux et aux études objet de l'accord-cadre, ainsi que les procédés d'exécutions envisagés. **(4 points)**
- Indications concernant la provenance des principales fournitures et éventuellement les références des fournisseurs correspondants **(2 points)**
- Les moyens techniques et humains pouvant être mobilisés en situation d'urgence. **(2 points)**
- Un descriptif du conseil technique proposé en réponse au besoin du terrain **(3 points)**

- La sécurité et l'hygiène sur le chantier : principales mesures prévues pour assurer la sécurité et l'hygiène quotidienne sur les chantiers, pour maintenir en tout temps les accès véhicules et piétons propres, sans boues ni résidus et ne pas salir les voiries publiques, gérer le stockage des matériaux, le stationnement des véhicules et du matériel de chantier, les méthodes mises en place pour organiser l'acheminement des déchets. **(3 points)**
- Contrôle de la qualité des travaux : procédures mises en place pour garantir la qualité des travaux exécutés. **(3 points)**
- Description des opérations de contrôle qui seront effectués. **(3 points)**

2 L'étude du projet de réalisation des deux prestations typiques (20 points)

Deux (2) visites sur site : Il est fortement recommandé aux candidats d'effectuer une visite des lieux d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande.

Confirmer obligatoirement rendez-vous auprès du secrétariat des services techniques :

03 44 56 87 80

Visites à effectuer le mardi 13 mai 2025 à 9h00 ou le mercredi 21 mai 2025 à 14h00 à l'angle de la rue du Peuple et Verdun sur le 1^{er} site.

À l'issue de cette visite, une attestation de passage sera délivrée aux candidats. Cette attestation devra nécessairement être jointe à l'offre.

- Réaménagement de la rue de Verdun située entre la rue du Peuple et la Libération. Ce projet devra intégrer une amélioration de la sécurité des usagers et des piétons, mise aux normes PMR, une meilleure offre stationnement, une meilleure intégration au niveau du carrefour avec la rue du Peuple, l'embellissement de la rue et de la résistance mécanique de la voirie. **(10 points)**
- Réfection de la place Baroche, ce projet doit intégrer une amélioration de la résistance mécanique de la voirie, sécurisation des piétons et des usagers, mise aux normes PMR. **(10 points)**

Les candidats devront réaliser l'expertise et l'évaluation des travaux à effectuer et justifier leurs choix technique conformément aux critères de la méthodologie expliquée et devront fournir tous les documents techniques nécessaires à la bonne exécution des travaux : Plans, schéma, coupes, plannings, déroulement du chantier devis suivant le BPU de l'accord-cadre.

CRITERE n°2 : PRIX sur 40 points de la note finale par rapport aux critères suivant :

- 1 L'application du bordereau des prix unitaires aux commandes annuelles type **(20 points)**
- 2 Du chiffrage des prestations typiques (les 2 projets – cf. 2 du critère n°1) **(20 points)**

CRITERE n°3 : ENVIRONNEMENT sur 12 points de la note finale par rapport aux critères suivant :

Dans une note environnementale, le candidat développera les dispositions adoptées pour promouvoir le développement durable, il décrira :

- 1 L'intégration du développement durable et soutenable dans l'organisation de la prestation **(4 points)**
- 2 Les performances environnementales de l'entreprise **(4 points)**
- 3 L'ensemble des opérations de contrôle qu'il entend effectuer pour respecter ses engagements **(4 points)**

Le candidat indiquera sa démarche sociale.

CRITERE n°4 : GESTION DES ASTREINTES et PETITS TRAVAUX sur 8 points de la note finale par rapport aux critères suivant :

- 1 Un mémoire descriptif concernant l'organisation, les méthodes de travail et les moyens

disponible 24h/24h pour effectuer les réparations ou dépannages indispensables à la sécurité afin de répondre et satisfaire à la demande de la Commune dans un minimum de temps et de prendre toutes les mesures conservatoires **(4 points)**

- 2 Un suivi des travaux réalisés sur la commune pourra être proposé sous différente forme de cartographie ou GMAO avec mise à jour régulière. Dans ce cas, joindre la note explicative décrivant la procédure et les moyens mis en œuvre **(4 points)**.

En cas d'incompatibilité entre l'offre jugée économiquement la plus avantageuse et le budget de la Collectivité, celle-ci se réserve la possibilité de ne pas donner suite à l'ensemble de la consultation.

8.3.1 – Offres anormalement basses

Préalablement à l'analyse, si une offre est suspectée d'être anormalement basse, des demandes de précisions seront faites notamment sur les points suivants (liste non exhaustive) :

- Cohérence des prix unitaires, pris avec le niveau de qualité prescrit au CCTP ;
- Sous-détails des prix.

Si les justifications apportées ne sont pas de nature à justifier le montant présumé anormalement bas de l'offre, cette dernière sera éliminée de l'analyse.

8.3.2 - Régularisation des offres

Après ouverture des plis, les offres incomplètes peuvent faire l'objet d'une demande de régularisation, à l'exception des cas suivants :

- absence de bordereau des prix unitaires
- absence du mémoire technique.

Si les documents demandés ne sont pas transmis, ou après l'expiration du délai accordé pour le faire, les offres seront considérées comme écartées de l'analyse.

8.3.3 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations mentionnés à l'article 6.7 ci-dessous. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents sera indiqué dans le courrier envoyé à celui-ci.

8.4 – Négociation

Au regard des offres proposées et analysées par application des critères définis à l'article 8.3 du présent document, une négociation pourra être engagée avec les candidats. Conformément à l'article R2123-5 du Code de la commande publique, la négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre et notamment le prix.

La négociation se présentera, le cas échéant, sous une des formes suivantes :

- Un courriel sur le profil acheteur adressé aux candidats les mieux classés, dans lequel il leur sera demandé de faire parvenir au pouvoir adjudicateur leur dernière et meilleure offre financière et/ou technique. Les modalités de remise des nouvelles offres seront précisées dans ledit courrier.
- Une audition programmée avec les candidats les mieux classés. Ils pourront y développer ou préciser le contenu de leur note méthodologique / de leur prix ou de tout autre élément qui leur semblerait utile. Les modalités de mise en œuvre de cette audition seront précisées aux candidats sélectionnés dans un courrier qui leur sera adressé dans **un délai franc de 5 jours** avant le déroulement de celle-ci. A la suite de l'audition, une nouvelle offre technique et/ou financière pourra être proposée.

Le délai de validité des offres finales court à compter de la date de leur dépôt. Il est le même que celui de l'offre initiale à savoir 180 jours.

Les offres définitives seront analysées selon les critères définis à l'article 8.3 du présent document et sont susceptibles de modifier le classement initial. A l'issue de cette analyse définitive, le candidat ayant présenté.

ARTICLE 9 : MISE AU POINT DE L'ACCORD-CADRE

Le pouvoir adjudicateur peut, en accord avec le candidat retenu, procéder à une mise au point des composantes de l'accord-cadre sans que ces modifications puissent remettre en cause les caractéristiques substantielles de l'offre, ni le classement des offres.

ARTICLE 10 : RESULTAT DE LA CONSULTATION

Une fois que le pouvoir adjudicateur a fait son choix sur les candidatures et sur les offres, en application des critères de jugement (article 8.3 du présent document), il en informe tous les candidats, par courrier via la plateforme marchés-sécurisés, qu'elle soit retenue ou écartée.

Les motifs de rejet d'une candidature ou d'une offre, sont mentionnés dans le courrier de notification susmentionné.

Conformément aux dispositions de l'article R2181-2 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur communique dans un délai maximal de quinze (15) jours à compter de la réception d'une demande écrite, à tout candidat écarté qui en a fait la demande, les motifs détaillés du rejet de sa candidature ou de son offre et les caractéristiques et les avantages relatifs à l'offre retenue ainsi que le nom de l'attributaire.

ARTICLE 11 : TRIBUNAL ADMINISTRATIF TERRITORIALEMENT COMPETENT

- a) Instance chargée des procédures de recours :

L'instance chargée des procédures de recours est le Tribunal Administratif d'Amiens - 14 rue Lemerchier – 80011 AMIENS CEDEX Tel : 03.22.33.61.70 - Courriel : greffe.ta-amiens@juradm.fr.

Des renseignements concernant l'introduction des recours peuvent être obtenus à la même adresse.

- b) Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

Toutes les difficultés, litiges ou contestations qui pourraient naître à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de l'accord-cadre seront de la compétence exclusive du tribunal administratif d'Amiens (France) si les parties n'ont pu trouver un règlement amiable.

Toute décision individuelle défavorable dans le cadre du présent accord-cadre pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif d'Amiens (France) dans un délai de deux (2) mois à compter de sa date de notification.

Référé précontractuel : Recours possible jusqu'à la signature de l'accord-cadre.